

## Les agriculteurs du Pacifique représentés à la COP21

**Du 2 au 11 décembre 2015, s'est tenue la 21<sup>ème</sup> Conférence des Parties (COP21) sur le changement climatique à Paris.**

**Parmi les 40 000 visiteurs du monde entier, les agriculteurs du Pacifique ont été représentés pour tenter de peser dans les échanges. Rencontre avec Sylviane Chevaux, vice-présidente de Biocalédonia.**



Sylviane Chevaux

jet s'appuie sur des études scientifiques. L'agriculture est responsable actuellement de 24% des gaz à effet de serre (bovins, déforestation, pesticides, mort des sols...). En augmentant de 0,4 % par an (ou 4/1000) la matière organique dans les 40 premiers centimètres du sol, cela permettrait de contrebalancer l'augmentation du CO2 dans l'atmosphère.

L'initiative « 4 pour 1000 » vise à montrer que l'agriculture, et en particulier les sols agricoles et forestiers, peuvent jouer un rôle crucial pour la sécurité alimentaire et le changement climatique. L'ambition de l'initiative est d'inciter les acteurs à s'engager dans une transition vers une agriculture productive, hautement résiliente, fondée sur une gestion adaptée des terres et des sols, créatrice d'emplois et de revenus et ainsi porteuse de développement durable.

### Vers l'agro-écologie

« On peut non seulement inverser la tendance mais aussi agir positivement » relaie la représentante des agriculteurs, également vice-présidente de l'association Biocalédonia. « Comment fait-on ? En plantant des arbres, en réhabilitant les sols endommagés, en pratiquant l'agro-écologie... Un bon nombre de solutions sont proposées et sont déjà mises en œuvre dans certains pays. Nos îles du Pacifique sont aussi impactées. Or nous avons des atouts en Nouvelle-Calédonie pour agir. »

L'agro-écologie est une approche globale disponible pour créer la résilience et un système alimentaire durable. « André Leu prouve que, par rapport à l'agriculture conventionnelle, l'agriculture biologique, l'agroécologie, l'agroforesterie sont productives, permettent de retenir l'eau, résistent beaucoup mieux aux crises, régénèrent les sols et captent les gaz à effet de serre. Il s'agit là de concilier et d'optimiser productivité et environnement. » explique Sylviane.

### Autres temps forts

D'autres conférences ont évoqué les problèmes d'eau, de bureaucratie, de conservation des récoltes, d'acheminement de la production aux marchés, la manière de convaincre les jeunes générations à l'agriculture.

« Nous fonctionnons encore sur le système du 20<sup>ème</sup> siècle, c'est la transition dans le 21<sup>ème</sup> siècle qu'il faut accompagner. Il faut une reconnaissance et des aides politiques, des études et de la recherche. Il y a trop de différences entre les énormes moyens octroyés à l'agriculture conventionnelle (révolution verte) et l'agro-écologie » souligne l'un des intervenants.

Une rencontre avec Al Gore a aussi été organisée. Son message : le changement peut être très rapide. « Les générations modernes sont 70% plus efficaces qu'il y a 20 ans. Al Gore est sensible au problème puisqu'il est agriculteur biologique. Le temps est venu de s'occuper de justice sociale et de développement durable » a-t-il souligné.



**Des rencontres passionnantes**  
Parmi les autres rencontres, celle marquante avec Tim Grocer, ministre Néo Zélandais, sur les questions sur le changement climatique. « Il travaille sur ces questions d'agriculture depuis 30 ans. Il a mis l'accent sur la coopération internationale autour des recherches scientifiques pour la réduction des gaz à effet de serre. »

Et celle avec Michel Mordasini, vice président du Fonds international de développement agricole (FIDA). « Nous avons échangé à propos de nos différents systèmes de certification. Il semble que nous soyons les seuls, en Nouvelle-Calédonie, à intégrer les consommateurs au processus de certification « bio ». Je constate que nous avons ici la chance d'être largement soutenus par les institutions. Nous allons vraiment très loin dans l'exigence » rappelle l'agricultrice.

La place des femmes dans la lutte contre le réchauffement climatique a aussi fait l'objet d'échanges. Dr Evelyn Nguleka, présidente du WFO-OMA souligne que « les femmes contribuent

pour plus de 60% de la production mondiale de nourriture. Comme femme et comme petite agricultrice, je ne suis pas seulement une productrice de nourriture, mais aussi l'actrice économique réelle d'un secteur qui n'est pas différent d'un autre secteur » a-t-elle souligné.

### Place de l'agriculture dans les négociations

« Malheureusement, l'agriculture n'est pas mentionnée dans le texte, on parle seulement de la sécurité alimentaire » explique Sylviane.

« Il est clair que le résultat est bien en deçà de ce que nous espérons. Mais il est vrai aussi que c'est un progrès par rapport aux négociations antérieures. L'agriculture biologique, il est possible d'en faire à grande échelle, les conférences nous l'ont bien montré. Il faut le faire, d'ailleurs, il y a plein d'endroits où c'est déjà fait.

Les solutions sont là, il y a plein d'initiatives, les gens ne réclament pas d'argent, mais demandent qu'on les encourage et que l'accès aux semences soit libre. Au final, il faudrait changer de point de vue... » résume Sylviane Chevaux.

### Les mesures adoptées lors de la COP21 :

«Sécurité alimentaire et production» ont été mentionnées dans la COP21 dans le résumé du Président à Paris le samedi matin, et les termes «sécurité alimentaire» et «production alimentaire» doivent intégrer l'Accord final.

• Dans le préambule, l'accord reconnaît la priorité fondamentale de la sauvegarde de la sécurité alimentaire et de l'élimination de la faim, ainsi que la vulnérabilité par-

ticulière des systèmes de production alimentaire aux effets négatifs du changement climatique».

• à l'article 2.1b, les États ont pour objectif de renforcer l'action internationale face à la menace du changement climatique par «accroissement de la capacité d'adaptation aux effets néfastes des changements climatiques et de favoriser leur résilience climatique et de faibles émissions de gaz à effet de serre, de façon à ne pas menacer la production alimentaire».

## BRÈVES DU PACIFIQUE

### Renforcement de la coopération agricole technique et économique avec Fidji

• Visite de la Chambre d'agriculture de Fidji en Nouvelle-Calédonie (Fiji Crop and Livestock Council) et du Ministère fidjien de l'agriculture en avril 2016. Cette visite technique s'articulera autour des thématiques suivantes :

- Structuration des secteurs agricoles à Fidji en s'appuyant sur notamment l'expérience de la Chambre d'agriculture de Nouvelle-Calédonie (rôle des élus, services de la Chambre, Registre de l'agriculture, Interprofessions...),
- Financement (pérenne) de FCLC (montage en NC (GNC, ERPA, CANC),
- Productions végétales (grandes cultures et expérimentation « semis sous couvert végétal », le GDS-V, les productions maraichères (hydroponie), la mécanisation avec la cellule machinisme de la Chambre d'agriculture.
- Productions animales (bovins, porcins, volailles) : génétique, UPRA, GDS-A...

L'intensification des productions (mécanisation, irrigation...), la valorisation des productions agricoles et l'agriculture biologiques sont parmi les priorités du ministre de l'agriculture. Le réseau Bienvenue à la ferme est également à l'ordre du jour.

• Une seconde visite aura lieu avec le Ministre de l'agriculture fidjien, a priori en août 2016, au moment de la foire de Bourail.

### Cyclone Winston aux Fidji

À l'heure où nous imprimons ce magazine, un violent cyclone a dévasté les îles Fidji. Le lendemain du cyclone, le président de la Chambre d'agriculture de Fidji (FCLC) indique « suite aux ravages causés par le cyclone Winston, cela va nous obliger à finaliser la mise au point d'une sorte de système d'assurance pour l'agriculture ». La visite de la délégation n'est pas confirmée pour avril.

### Mission diplomatique et économique en Australie et en Nouvelle-Zélande

Avenir Export est chargé de coordonner le volet économique d'une mission dont la délégation sera composée de Philippe Germain, président du gouvernement de Nouvelle-Calédonie, de membres du gouvernement et de chefs d'entreprises.

#### Objectifs :

- Identifier les mesures adaptées aux contraintes réglementaires auxquelles sont confrontés les exportateurs calédoniens,
- Rencontres « B to B » entre exportateurs calédoniens et acheteurs australiens.

Tous les secteurs d'activité avec un potentiel à innovation sont concernés : industrie services, agriculture, tourisme, nouvelles technologies...

Les entreprises qui ont la capacité export ou les filières intéressées pour exporter vers l'Australie ou la Nouvelle-Zélande sont invitées à contacter Avenir Export.

L'objectif est de regrouper les entreprises qui ont ce potentiel à l'export. Les représentants des filières sont aussi concernés.

Contact : Avenir Export  
Tél : 28 12 91 - Fax : 26 10 44 direction@avex.nc



Proposé en mars 2015 par le Ministère de l'Agriculture français, ce pro-

